

## UDC INTERNATIONAL

Case postale 8252, CH-3001 Berne

Tél. +41 31 300 58 58

Fax +41 31 300 58 59

Courriel: [info@udc-international.ch](mailto:info@udc-international.ch)

Internet: <http://www.udc-international.ch>



# Newsletter UDC International

Edition de janvier 2009

## UDC International dit non à l'extension de la libre circulation des personnes

### Communiqué du 23 décembre 2008

(UDC International) **UDC International recommande le rejet du paquet antidémocratique de la libre circulation des personnes et l'extension de celle-ci à la Roumanie et la Bulgarie.**

Les Suisses de l'étranger connaissent bien les règlements d'immigration des différents Etats du monde. Dans les pays pauvres notamment, les étrangers ne reçoivent souvent un permis d'établissement que s'ils apportent assez de moyens liquides. Il suffit qu'ils commettent un délit bénin pour qu'ils soient immédiatement expulsés. Pour UDC International, il est incompréhensible que la Suisse veuille introduire la libre circulation des personnes avec des pays aussi sous-développés que la Roumanie et la Bulgarie. Il faut en effet savoir que ces deux Etats sont plus pauvres que certains pays africains comme la Guinée équatoriale ou le Gabon, plus pauvres que le Chili, le Venezuela et le Mexique, plus pauvres que la Turquie.

On affirme régulièrement que la libre circulation des personnes est aussi une chance pour les Suisses d'accéder librement à l'espace UE. C'est exact, mais c'est trompeur: en examinant plus exactement les statistiques on constate certes une augmentation de l'émigration, mais depuis des décennies et non pas seulement depuis 2004 lorsque les Suisses ont obtenu le libre accès au marché du travail UE. **En pour-cent, la proportion de Suisses émigrant dans les pays européens a augmenté régulièrement (entre 5500 et 8000 par an) depuis 1994, mais il n'y a pas eu de bond en 2004, ni en 2005, ni 2006.** En 2007, l'immigration vers l'Europe a certes atteint 12 700, mais cette même année les départs vers le

reste du monde ont triplé, si bien que l'émigration vers l'Europe a proportionnellement baissé en 2007. Durant les dernières décennies on a constaté une **émigration croissante vers l'Amérique ou l'Asie**, donc vers des pays qui ne pratiquent pas la libre circulation des personnes.

Si on sait de surcroît que sur les 668 000 Suisses qui vivaient fin 2007 à l'étranger, 478 000 sont des doubles nationaux qui n'ont pas besoin de la libre circulation des personnes, le bilan euphorique de l'émigration suisse grâce la libre circulation paraît pour le moins factice.

Même constat pour la déclaration affirmant que la libre circulation des personnes permet aux étudiants suisses de fréquenter des universités étrangères: c'est exact, mais c'est encore une demi-vérité. Divers programmes d'échanges d'étudiants (par exemple le programme Erasmus) permettaient dans le passé déjà aux jeunes Suisses de faire quelques semestres dans des universités étrangères. Le fait que de nombreux étudiants suisses fréquentent des universités non européennes – par exemple, aux USA – confirme que les programmes d'échanges d'étudiants n'ont pas besoin de libre circulation des personnes.

A une époque de récession globale, la libre immigration en provenance des pays les plus pauvres d'Europe peut avoir des conséquences désastreuses pour les salaires, l'emploi et les œuvres sociales suisses. Ne mettons pas inutilement en danger notre sécurité sociale et publique!

**Pour toutes ces raisons UDC International invite la population suisse à dire clairement NON le 8 février 2009.**

## **Les bilatérales: une entreprise d'import-export**

---

Avec l'extension de la libre circulation des personnes à la Roumanie et à la Bulgarie, les bilatérales se réduiraient à une simple entreprise d'import-export, au dépens de la population active de Suisse: exportation de places de travail et importation de cas sociaux. Les partisans manquent d'arguments. C'est pourquoi aujourd'hui il est du dernier chic de se taire plutôt que de mentir.

La Roumanie et la Bulgarie sont les Etats membres les plus corrompus de l'UE. Raison pour laquelle et Sofia et Bucarest ont été à plusieurs reprises sévèrement critiquées par Bruxelles. Les sociétés multinationales sont les seules à trouver leur compte dans de tels pays. Cela est particulièrement patent en Asie (par ex. en Thaïlande) ou en Afrique (par ex. au Nigéria). Car c'est avec des gouvernements corrompus que l'on signe les meilleurs contrats: coûts énergétiques à prix cassés, règlements sur l'environnement bafoués, mépris des contrats de travail, indifférence face au droit de la population à de l'eau potable (Rayong, Thaïlande), etc...

Un oui à l'extension de la libre circulation à la Roumanie et à la Bulgarie devrait donc principalement profiter aux grandes multinationales plutôt qu'à l'économie en général. Le niveau d'éducation moyen dans ces deux pays est faible, voire très faible. Il n'est donc pas question ici des travailleurs qualifiés dont l'économie suisse a apparemment un besoin si urgent. Il s'agit plutôt d'exporter des emplois suisses à faible valeur ajoutée vers ces deux pays et d'importer des cas sociaux. La crise économique et financière a durement touché l'Europe de l'Est. Des usines ferment en Roumanie, à l'image de celle du fabricant de câbles Leoni à Pitesti. Les Roms ne seront donc pas les seuls, en cas de oui à l'extension, à envahir la Suisse. Des milliers de chômeurs se joindront à eux pour venir bénéficier de l'aide sociale de notre pays, comme c'est déjà le cas dans l'UE.

A court d'arguments, les partisans de l'extension préfèrent des allégations de plus en plus absurdes. Ou alors ils privilé-

gient le silence aux mensonges. Comme l'a fait le conseiller national radical Gerold Bührer, président d'économiesuisse, avec son refus de participer à un débat public avec Christoph Blocher organisé par l'UDC. Quant à Hanjörg Walter (UDC/TG), presque devenu conseiller fédéral, il se ment à lui-même lorsqu'il se félicite des bonnes expériences faites avec les travailleurs roumains dans l'agriculture. Car ce faisant il prouve que les Accords bilatéraux sont superflus. En effet les Roumains travaillant déjà dans l'agriculture en Suisse ont immigré avec des contrats de travail tout à fait normaux, bien que leur pays ne connaisse pas la libre circulation avec le nôtre.

C'est pourquoi le 8 février, seuls les plus inconscients vendront à leur bourreau la corde pour les pendre et voteront en faveur des bilatérales. Les entrepreneurs, les employés et tous les actifs responsables opposeront, quant à eux, un non résolu à ce projet.

**Urs C. Grassi**, Hô-Chi-Minh-Ville (VN)  
Délégué UDC International

## **Libre circulation des personnes = criminalité & abus de notre Etat social**

---

### **Tiré de la presse espagnole**

(Le quotidien "El Periódico" est l'un des journaux les plus lus d'Espagne)

### **El Periódico, 22.08.08, Antinio Baquero, "Bande de 50 voleurs".**

Los Mossos d'Esquadra (la police catalane) & la Guardia Civil informent la population que dans le secteur de Barcelone/Girona jusqu'à Madrid, Valence, Alicante, Murica et même les Baléares une bande de 50 voleurs (Ladrones de Camiones) répandent leur fléau. Les bandits ainsi que leurs familles sont exclusivement originaires de Roumanie et de Bulgarie. Pour reprendre la citation: "etnia gitana, del este de Europa". Les délinquants sont spécialisés dans le cambriolage rapide de poids lourds à l'arrêt durant la pause de leur chauffeur. En général les voleurs recherchent des objets aisés à transporter comme des appareils électroniques, de la nourriture, des vêtements, du tabac et

surtout des métaux comme le cuivre. Selon le chef de la police en charge de ces incidents dans la localité de Llagostera (Gérone), des délinquants roumains et bulgares ont dérobé en août 2008 dans l'usine Japic Petit S.A. trois camions chargés de 75 tonnes de cuivre d'une valeur de € 600'000. A Clerà c'est un poids lourd chargé de tabac pour une valeur de € 500'000 qui a été attaqué et dévalisé par les bandits venus de l'Est.

**El Periódico, 04.09.08, David Placer, "Alerte à Barcelone!"**

A Barcelone les riverains de jardins, de parcs ou de centres de loisirs ont été souvent importunés cet été par des sans-abri d'Europe de l'Est. Chaque jour amenait son lot quotidien de misères: vols, chantage, viols, vandalisme, bagarres violentes avec les SDF indigènes pour des abris. De plus, les familles Roms ainsi que leurs chiens, laissent derrière elles des traces repoussantes de leur passage, dans les entrées des centres commerciaux, des immeubles au bord des plages: excréments humains et animaux, restes de feux, matières plastiques diverses, papier, restes alimentaires, etc...

**El Periódico, 18.09.08, Xavier Adell, "Insécurité à Barcelone!"**

Xavier Adell a mené son enquête auprès de la Guardia Urbana (police municipale) et du département de la sécurité (Comisaria de los Mossos d'Esquadra), sur les innombrables plaintes des habitants de la ville et des organisations touristiques. Durant les seuls mois de juillet/août il y a eu un nombre considérable d'arrestations. En voici les raisons principales: 4'248 pour délit en rapport avec la drogue / 1'096 pour vol à la tire / 1'176 pour déjection sur la voie publique / 821 pour occupation illégale des trottoirs et des arrière-cours. Les délinquants arrivent en Espagne en masse et sans encombres (grâce à Schengen) depuis la France. Ils usent de manœuvres de diversion perfides, sont rapides et disparaissent immédiatement à l'aide de vélos ou de mobylettes volés!

**El Periódico, 07.10.08, rédaction, "Barcelone confrontée à une situation intenable à cause de la "mafia roumaine!"**

Lors d'une razzia menée par des agents de la Policia Nacional (CNP) dans des

quartiers à risques, 28 prostituées et plusieurs dealers ont été arrêtés; 109 autres personnes ont été contrôlées. Nombre de ces délinquants sont des immigrés illégaux de Roumanie, qui tiennent la prostitution et le trafic de drogue à la manière de clans mafieux!

**El Periódico, 17.10.08 Antonio Baquero / J.G. Alabalat, Dissuasion!**

Le tribunal de Badelona (près de Barcelone) a ordonné l'incarcération de sept couples de parents d'origine roumaine et bulgare (Mafia de etnia gitana rumanos y bulgaros) comme moyen de dissuasion. En effet leurs enfants, de jeunes criminels, ont commis en 2006 et 2007 respectivement 1'384 et 1'587 délits violents, dont des vols et du chantage à l'encontre d'habitants de la région et de touristes. Comme il s'agit de mineurs (Menores) âgés de 7 à 14 ans, seuls les parents pouvaient être appréhendés! Les autorités ajoutent: dans leurs circonscriptions la peur et l'épouvante se sont emparés de la population suite à l'arrivée massive de bandes criminelles de gitans venus de l'Est!

**Hebdomadaire Diari Ebre, Tortosa 14.11.08 Message de la police: attention aux bandes de voleurs roumains/bulgares!**

Les Mossos d'Esquadra (la police catalane) ont interpellé plusieurs personnes sans papiers d'origine roumaine/bulgare. Ces délinquants vendaient dans plusieurs aires de repos sur l'autoroute AP7 des bijoux, des téléphones portables, des lecteurs de DVD, etc. d'automobilistes dévalisés sur cette même autoroute. Commentaire de la police autoroutière: "Cela fait longtemps que nous ne sommes plus en mesure de maîtriser ces bandits de grand chemin!"

Il ne passe pas un jour sans que les autorités espagnoles n'annoncent des incidents graves impliquant des immigrés illégaux provenant de Roumanie et de Bulgarie. Merci Schengen!

**Message de Nouvel An du ministère de l'Intérieur espagnol:**

La population espagnole est préoccupée par: le chômage, la corruption, la criminalité et l'immigration incessante d'Europe de l'Est. Le gouvernement socialiste, qui a

longtemps minimisé ces problèmes, avoue aujourd'hui que depuis l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'UE le 1<sup>er</sup> janvier 2007, 728'967 Roumains et 153'664 Bulgares ont immigré en Espagne. Le ministère de l'Intérieur admet en outre que la majorité de ces nouveaux venus des pays de l'Est ont commis des délits graves. Les statistiques sur la criminalité dans les grandes villes d'Espagne (principalement les quartiers défavorisés de celles-ci) indiquent une augmentation significative des meurtres, vols, enlèvements, cambriolages, de la prostitution illégale, de la mendicité, du crime organisé, etc. Ces immigrés démunis sont obligés de se livrer à la criminalité pour vivre!

**Conséquence:**

**L'Espagne est totalement dépassée par l'extension de la libre circulation à la Roumanie et à la Bulgarie. En Espagne, pays qui connaît déjà un taux de chômage important, les travailleurs nationaux sont petit à petit écartés au profit de la main d'œuvre bon marché d'Europe de l'Est!**

**Depuis l'adhésion de leurs pays à l'UE 1'209 Roumains ou Bulgares arrivent chaque jour illégalement en Espagne. Il règne au sein de la population espagnole un sentiment permanent de colère et d'insécurité!**

C'est pourquoi il n'existe qu'un mot d'ordre pour le paquet des prochaines votations: **NON.**

**Pour mémoire:** Nous rétrocédons chaque année près de 400 millions de francs d'impôts à l'UE provenant des intérêts de l'épargne (Accords bilatéral). Nous payons un milliard de francs aux pays de l'Est de l'UE. A cela s'ajoutent des centaines de millions que nous payons encore à la Roumanie et à la Bulgarie. Nous finançons pour 30 milliards de francs les NLFA. Nous investissons des milliards dans des programmes de recherche de l'UE. Nous supportons les désagréments du transit de plus de 5 millions de poids lourds (21'000 camions par jour!) de l'UE à travers notre pays. Plus de 210'000 frontaliers travaillent en Suisse. Plus d'un million de ressortissant de l'UE vivent chez nous.

**L'UE trouve manifestement son intérêt dans les Bilatérales I, autrement elle n'aurait pas conclu ces accords!**

**Viktor Nell**, L'Ampolla (Espagne)  
Membre UDC International

## **"Habiter et travailler comme Suisse en Roumanie "**

### **Interview de Michael Knobel**

---

La meilleure manière de comprendre les conditions économiques, sociales et politiques qui règnent en Roumanie et en Bulgarie, les deux nouveaux Etats membres de l'UE, est de parler avec des gens qui connaissent ces pays de l'intérieur. Pour cette édition de la Newsletter, UDC International a interviewé un membre habitant en Roumanie.

***Cher Monsieur Knobel, d'abord un grand merci d'avoir accepté de nous accorder cet entretien. Notre première question: quelles sont à vos yeux les principales différences entre la Suisse et la Roumanie?***

Les différences sont énormes! Il serait plus rapide de dresser la liste des points communs... La principale différence réside sans conteste au niveau du standard de vie général: produit intérieur brut beaucoup plus petit, salaires plus bas, infrastructure en majeure partie dans un état désastreux, système de santé catastrophique en vivant pour une bonne part de la corruption (tout simplement parce que les médecins et les infirmiers ne peuvent pas vivre de leur salaire misérable sans "petits cadeaux"), vastes terres cultivables en friche, mentalité méridionale avec un goût plus prononcé du risque – ce dernier point peut aussi être un avantage.

***Quels sont les principaux problèmes auxquels la Roumanie est confrontée?***

Le problème le plus difficile est certainement la corruption qui se manifeste même à un très bas niveau. Puis, il y a l'infrastructure délabrée, la santé publique qui ne fonctionne guère, la lourde bureaucratie, la situation des minorités qui attend tou-

jours une réglementation, le système scolaire qui se dégrade sans cesse, mais il ne s'agit là que d'un choix des problèmes les plus aigus.

***Quelle est la gravité des problèmes de corruption en Roumanie? En avez-vous personnellement fait l'expérience en tant que chef d'entreprise?***

La corruption est quasi omniprésente un niveau élevé et fait malheureusement partie de la vie quotidienne et de l'image de la Roumanie comme le chocolat et le lait font l'image de marque de la Suisse. Mais en réalité on entre en contact avec la corruption à quasiment tous les niveaux. Par exemple dans les hôpitaux où on n'a rien – parfois même pas de narcose – sans petit cadeau, chez les agents de police dans la rue, dans les écoles et les universités pour réussir les examens et dans de nombreux services publics. Mais il faut se garder de ne pas trop critiquer. La corruption sert aussi de lubrifiant dans un système bureaucratique grippé et inefficace. Si on supprimait la corruption du jour au lendemain, nombre de processus ne fonctionneraient plus et certaines personnes qui travaillent dur tout en étant mal payées ne pourraient tout simplement plus régler leurs factures.

***On NON à la libre circulation des personnes aurait-il des conséquences négatives pour les Suisses vivant en Roumanie?***

Je ne peux bien sûr pas parler pour tout le monde, mais en ce qui me concerne la réponse est clairement non. Je ne subirais aucun inconvénient. Je ne vois d'ailleurs pas pour qui un refus pourrait avoir des conséquences négatives. De plus, moins d'un pour-cent de la population est informé sur cette votation en Suisse et chez les politiques cette proportion est sans doute inférieure à un quart. Je n'ai jusqu'à ce jour rien entendu ou lu à ce propos dans les médias, les débats publics et auprès des gens qui me connaissent en tant que Suisse. Il faut dire aussi que les Roumains ne sont pas exactement passionnés par la politique. Pour une forte proportion de Roumains, les politiques ne sont de toute manière que des gens corrompus et des escrocs. Cette conviction explique aussi la

participation toujours extrêmement faible aux élections.

Michael Knobel est venu pour la première fois en juin 2004 à Bucarest/Roumanie et il considère cette ville depuis novembre 2004 comme le centre de sa vie. Il est président/COO de la maison Nobel. Il a déjà travaillé dans plusieurs villes d'Amérique du Sud.

Depuis janvier 2008, Michael Knobel est membre d'UDC International.

## **Suisses, réveillez vous!**

**A mémoriser: ce sont les immigrants et non pas les Suisses qui doivent s'adapter!**

La crainte des Suisses de s'exprimer de manière critique sur les immigrants et sur les autres cultures est quasiment malade. Cette éternelle attitude de "politiquement correct" va trop loin. Les bien-pensants et autres milieux soucieux de toujours arranger tout le monde sursautent à la moindre déclaration faite concernant les immigrants et autres requérants d'asile.

Je vis depuis de nombreuses années à l'étranger. Comme tous les Suisses de l'étranger, je dois m'adapter aux lois, aux coutumes et au mode de vie de mon pays hôte. Il n'existe pas d'exception pour nous. Ce constat vaut surtout pour les pays islamiques.

Je ne suis pas hostile par principe aux immigrants et aux requérants d'asile, mais il faut que ces personnes comprennent bien une chose: la Suisse a sa culture, sa société, ses langues nationales, son mode de vie et ses coutumes. Cette culture et ces usages se sont développés au fil de nombreux siècles, pendant des périodes heureuses tout comme en des temps difficiles.

Les langues suisses sont l'allemand, le français, l'italien et le romanche. Mais ni le yougoslave, ni l'arabe, ni le roumain, ni le bulgare, ni le turc, etc. Apprenez donc nos langues!

La Suisse a des principes chrétiens. Nous célébrons nos fêtes chrétiennes. Dans les écoles on enseigne les principes

chrétiens. Les cours de natation sont obligatoires pour tous les écoliers. Si cela dérange certains étrangers, alors qu'ils fassent leurs valises et qu'ils se cherchent un autre pays hôte.

Je n'ai aucun problème de vous voir pratiquer vos traditions. Mais ces traditions ne doivent pas être en opposition avec les lois suisses (par exemple, le mariage forcé, l'assassinat pour l'honneur, etc.).

Voilà la Suisse, notre pays, notre mode de vie. Vous pouvez vivre en sécurité chez nous. Mais si nos lois, nos coutumes et notre mode de vie ne vous conviennent pas, alors quittez notre pays.

Et n'oubliez pas, la Suisse vous offre une multitude de libertés et de droits. Aussi la liberté et le droit de la quitter.

Personne ne vous a forcés de venir ici. Alors, si vous restez, respectez nos lois et notre mode de vie.

Vous vous adaptez à nous, mais nous, nous n'avons pas à nous adapter à vous.

**Urs Zaugg**, Oakleigh (Australie)  
Membre d'UDC International

## **A quand la représentation politique des Suisses de l'étranger?**

Au mois d'août j'ai assisté au congrès des SUISSES de l'étranger dans cette magnifique ville qu'est Fribourg et dans le discours de M. Eggly, président de l'OSE (Organisation des Suisses de l'étranger), pointaient déjà les revendications des expatriés sur la reconnaissance politique de la 5<sup>ème</sup> Suisse.

En effet les près de 800.000 Suisses vivant en dehors de nos frontières. Comme moi, ils estiment à juste titre que personne ne nous représente dans les institutions du pays. Que se soit au niveau fédéral, national, cantonal, et je peux en parler en connaissance de cause mon canton Genève qui m'a clairement fait comprendre que loin du pays, pour ma part a moins de 4h de TGV, je ne pouvais pas servir a grand chose !

Pourtant sur mon passeport mon pays est la Suisse, mon canton est Genève. Et ma commune est Bardonnex.

Donc je suis juste bon à voter, et c'est tout! Il existe des représentations Suisses mais seulement pour se retrouver entre Suisses et rien d'autre.

Alors je demande aux décideurs de donner a nous autres qui représentons notre pays une reconnaissance politique et citoyenne dans nos institutions.

La Suisse est un pays reconnu dans le monde entier. On nous envie sur bien des sujets, neutralité, accueil, serviabilité et fédéralisme, sans oublier la démocratie participative et populaire!

Dans mon parti il existe une représentativité informelle, mais il y a encore beaucoup de progrès à faire. L'espoir fait vivre mais l'action doit être plus forte que l'intention et il ne faut pas se contenter d'intentions!

Alors chers compatriotes, il faut faire pression sur les élus de tous bords, pour qu'enfin, nous ayons une reconnaissance politique dans notre pays.

**Pierre Vogel**, Rosny sur Seine (F)  
Membre d'UDC International

## **Plainte adressée à la Revue Suisse:**

Monsieur Eckert,

Je vous écris au nom de Rolf Schudel, président d'UDC International et membre du CSE.

Dans votre éditorial de l'édition de décembre de la Revue Suisse, vous écrivez que l'UDC était d'abord favorable à la libre circulation des personnes, mais qu'elle a fini par s'y opposer à la suite des pressions de sa base. La réalité est que l'UDC ne s'est jamais prononcée pour l'extension de la libre circulation des personnes à la Roumanie et la Bulgarie et qu'elle a donc dû s'opposer aussi au "paquet" mis en votation populaire.

Votre affirmation selon laquelle les quelque 400 000 Suisse vivant dans un pays membre de l'UE risquent de perdre leurs privilèges en cas de refus de la libre circulation n'est pas correcte non plus. Premièrement, la majorité de ces 400 000 personnes possèdent un deuxième passeport

qui leur donne tous les droits de citoyens UE. Deuxièmement, un non le 8 février prochain n'entraînerait pas la résiliation immédiate de la libre circulation. Le Conseil fédéral ne ferait certainement pas ce choix, d'autant moins qu'un résultat négatif du vote sur le paquet ne serait pas interprétable. La question de la poursuite de la libre circulation devrait repasser devant le Parlement et devrait, si un référendum est lancé, être soumise individuellement au peuple comme l'exige la démocratie. Troisièmement, les Suisses vivant dans l'UE ne risquent pas de perdre leurs droits, même en cas de résiliation de l'accord de libre circulation. Bien avant cet accord, 367 000 Suisses vivaient sans problème dans l'UE et les Suisses résidant ailleurs dans le monde ne seraient pas non plus touchés. Par votre affirmation infondée vous semez injustement l'inquiétude parmi un grand nombre de Suisses de l'étranger. Et cela uniquement pour glaner quelques voix en faveur de ce projet.

Enfin, l'appel que vous lancez en exigeant que chaque voix des Suisses de l'étranger devrait être favorable à la libre circulation des personnes est une violation évidente de la neutralité politique à laquelle devrait s'astreindre l'OSE.

Comme la prochaine édition de la Revue Suisse ne paraît qu'après la votation, nous vous prions de rectifier sur votre site internet les deux points relevés plus haut.

Il est infiniment regrettable que la Revue Suisse soit tombée au niveau d'un simple porte-parole du Conseil fédéral au lieu d'informer honnêtement et sérieusement les Suisses de l'étranger sur les débats politiques en cours.

*Monsieur Eckert s'est excusé pour la fausse information et nous a assurés que la rectification serait publiée sur le site internet de la Revue Suisse. Cela a certes été fait, mais le problème, c'est que la rectification est difficile à trouver. La raison: notre courriel a été introduit dans la rubrique du courrier des lecteurs et l'éditorial inchangé de Monsieur Eckert continue de trôner sur la première page alors que la rectification de l'UDC disparaît parmi les lettres de lecteurs. Lorsque nous avons attiré l'attention de Monsieur Eckert sur*

*cette contradiction, il nous a répondu que le mode de mise en page interdisait la publication de notre rectification sur la couverture.*

**L'UDC International prie ses membres de protester avec des courriers de lecteurs contre cette information unilatérale.**

**Merci pour votre soutien !**

## **DIVERS**

### **Inscription pour les News UDC**

---

En inscrivant votre adresse courriel dans la liste de distribution de l'UDC, vous recevez les communiqués de presse, le service de presse chaque lundi ainsi que d'autres informations intéressantes sur les thèmes de l'UDC – gratuitement et par voie électronique.

Vous pouvez vous inscrire sur le site [www.udc.ch](http://www.udc.ch) à la rubrique Newsletter gratuite.

### **Rappels**

---

Les assemblées des délégués de l'UDC Suisse ont lieu aux dates suivantes en 2009:

**28 mars 2009 à La Brévine (NE)**

**20 juin 2009 (canton de St-Gall)**

**22 août 2009 (canton des Grisons)**

**3 octobre 2009 (canton de Genève)**

En tant que membre d'UDC International vous êtes bien entendu toujours invité à participer aux assemblées des délégués de l'UDC – comme invité ou comme délégué si vous obtenez une carte de délégué libre. Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à prendre contact avec nous.